

**CARNETS**  
**D'IDENTITÉS**

## le chercheur « Par leurs discours, les partis politiques influencent ce qu'on peut dire socialement »

Cela fait 30 ans que les politologues se posent la question : pourquoi les partis d'extrême droite s'installent-ils dans certains pays européens et pas dans d'autres alors que ces Etats sont confrontés à des réalités similaires - vague migratoire, évolution démographique, situation socio-économique précaire, attentat, exposition à des discours de fermeture, etc. ?

Jean-Benoît Pilet (ULB) a participé à un réseau de chercheurs qui a étudié la politisation de l'immigration dans les années 2000 et a comparé des cas où des partis d'extrême droite ont émergé - les Pays-Bas, la Flandre, le Royaume-Uni - avec d'autres, où rien ne s'est passé - l'Espagne et la Wallonie.

Il pointe deux facteurs qui expliquent la singularité belge francophone : d'une part, l'absence d'un réseau politique et social sur le terrain sur lequel ces partis anti-immigration peuvent s'ancrer et mobiliser ; et d'autre part, l'absence d'un sentiment national sur lequel construire ce discours identitaire.

Aujourd'hui, lorsqu'on évoque les migrants ou les étrangers, on aborde très vite la question sécuritaire. Avec quelle conséquence ?

Le discours, c'est crucial. C'est ce qui construit la réalité sociale, celle qui est perçue par tout un chacun. Donc, en reliant migration, sécurité et terrorisme dans les discours politiques, médiatiques mais aussi chez de nombreux citoyens, on construit une réalité dans laquelle il est admis que ces éléments - migration, terrorisme, sécurité - sont reliés et forment la grille de lecture qui doit primer. Et les partis poli-

tiques sont des acteurs importants dans la construction de cette réalité, de ce que les sciences sociales et politiques vont appeler la structure d'opportunité discursive. De façon très résumée, ce concept signifie qu'à travers leurs discours, les partis politiques influencent ce que socialement, on peut dire, ce que les gens sont prêts à entendre. Et aujourd'hui, on peut tenir un discours tel que « les migrants sont des profiteurs ; les migrants sont des terroristes » ; on tolère ce type d'association qui était interdite jusqu'alors par les normes juridiques et sociales !

Comment expliquer que les partis traditionnels s'inscrivent tous dans ce débat ?

Dans la compétition politique, lorsqu'un nouveau discours émerge, les partis peuvent passer par trois phases que nous observons dans la plupart des démocraties. D'abord, ils disqualifient le nouveau discours, ils décrédibilisent le nouveau parti qui le porte, ils nient l'intérêt d'en parler. Parfois, ça suffit à faire disparaître le concurrent. Si pas, la communication politique passe à une deuxième stratégie : la cooptation des idées. En d'autres termes, les partis affirment que la question posée est pertinente mais qu'en revanche, la réponse est mauvaise et ils proposent leur propre réponse. C'est la stratégie adoptée par Nicolas Sarkozy face au Front National, lors de sa première élection présidentielle par exemple, lorsqu'il lance qu'il va « nettoyer les banlieues au Karcher ». C'est bien sûr dangereux puisque ça crédibilise le nouveau discours et peut conduire au raccourci « privilégiez l'original à la copie » et

donner une audience au nouveau parti. Si ce nouveau parti monte dans les sondages par exemple, les partis traditionnels passent à une troisième stratégie de communication : ils affirment que les questions et les réponses sont bonnes mais qu'ils sont, eux, mieux placés pour les mettre en œuvre. Aujourd'hui, partout en Europe, nous avons quitté la première phase : la compétition politique se joue autour de « Comment résoudre le problème de l'immigration ? » plutôt que « Est-ce un problème ? »

Si tous posent la question, ils apportent néanmoins des réponses fort différentes... Effectivement, les partis s'opposent entre ceux qui sont en stratégie 2 - Effectivement, il y a un problème avec l'immigration mais c'est le chômage, la discrimination, l'exclusion... - et ceux qui sont déjà passés en stratégie 3 - La solution est répressive. Plusieurs politologues considèrent d'ailleurs que les clivages traditionnels gauche-droite, centre-périphérie, cléricale-anti-cléricale sont désormais dépassés. On devrait plutôt parler de clivage entre les partis d'ouverture (gagnants de la mondialisation) et ceux de fermeture (perdants de cette mondialisation) : les premiers sont favorables à la diversité, au libre-échange économique, à l'immigration, etc. tandis que les seconds considèrent qu'il faut protéger son territoire. ■

NATHALIE GOBBE (ULB)